

Service Prévention des Risques et Industries Extractives
Rue du vieux port
CS 76003
97306 CAYENNE

CAYENNE, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA (Kourou)

ZI de Dégrad des Cannes
BP 10227
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/URA/AH/2023/234
Code AIOT : 0006900074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement SARA (Kourou) implanté ZI de Pariacabo 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (Kourou)
- ZI de Pariacabo 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt SARA de Kourou stocke 12 000m3 de gazoil et 4 000m3 d'essence destinés à l'approvisionnement en carburant du territoire guyanais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le système de gestion de la sécurité et le plan de prévention des accidents majeurs
- la réalisation des travaux de mise en conformité du système de lutte contre les incendies
- la réalisation des travaux de mise en conformité des réseaux de récupération des effluents
- MMR réception des travaux
- MMR sonde anti-débordement au niveau du poste de chargement camions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
7	réseau de collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
8	MMR	Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 54	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
6	défense contre les incendies	AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1	/	Sans objet
9	MMR	Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 54	/	Sans objet
10	Produits de décomposition suite à incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de gestion de la sécurité et la politique de prévention des accidents majeurs sont complets et bien maîtrisés. Le site de Kourou n'a pas eu à déplorer d'accident en 2022 mais seulement une anomalie sur les motopompes incendie.

Il conviendrait de plus détailler la description des événements, l'investigation pour la recherche des causes profondes et les actions mises en place dans l'outil "Hub me".

Les travaux de mise en conformité du système de défense contre les incendies et sont atomisation sont terminés, l'astreinte liée à cette mise en demeure a été liquidée (AP n° R03-2023-02-17-00006 du 17 février 2023).

Les travaux de mise en conformité des réseaux de collecte des effluents, qui ont déjà donné lieu à une mise en demeure en 2020 et d'une d'une astreinte administrative en 2022, devraient commencer en 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Il existe un système de gestion de la sécurité applicable au site de Kourou reprenant les différents points mentionnés dans l'annexe 1 de l'arrêté du 26 mai 2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : La procédure PROC 185 "Gestion des événements indésirables" est mise en place par la SARA afin de "décrire le processus de traitement et de résolution des événements [indésirables] dans le cadre du système de management de la SARA basé sur le principe de l'amélioration continue". Un outil interne appelé "Hub me" est utilisé par la SARA pour la déclaration, l'investigation et le suivi des événements indésirables. Tous les agents, y compris ceux chargés de l'exploitation, peuvent déclarer un événement sur "Hub me". Un événement peut être, d'après la PROC 185, un accident, un presque accident, une anomalie, un dysfonctionnement ou une non-conformité. L'outil "Hub me" permet dans un premier temps de déclarer l'événement, de le décrire et d'indiquer les actions immédiates mises en place. Dans un deuxième temps le traitement de l'événement est confié à un responsable, le traitement sur "Hub me" consiste à identifier les causes profondes, à évaluer la gravité et à mettre en place des actions préventives et correctives. Enfin "Hub me" permet le suivi des actions mises en places. Les principales causes profondes des événements survenus sur les sites SARA sont l'inadéquation des analyses de risques et la mauvaise gestion des modifications survenues sur les sites. La gravité des événements est évaluée selon 5 niveaux de mineur à catastrophique, l'évaluation se fait au regard des conséquences corporelles, environnementales, de sécurité/sûreté, matérielles et financières, réglementaires et juridique, en terme d'image externe et d'impact sur l'organisation. Des indicateurs spécifiques existent pour les feux et fuites, qui sont les principaux événements des sites SARA, permettant de les classer en événement "risque technologique", "tier 1" ou "tier 2" en fonction de la nature de l'hydrocarbure, de la nature de l'événement, des quantités engagées et des dommages causés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>Constats : Les anomalies et défaillances des MMR sont traitées de la même manière que les autres événements selon la PROC 185.</p> <p>Le seul événement ayant eu lieu en 2022 sur le site de Kourou est l'arrêt des groupes motopompes diesels incendie. L'investigation retracée sur "Hub me" a permis de mettre en évidence que les motopompes n'avaient pas été reconnectées à leur réservoir de diesel après une intervention sur le système de lutte contre les incendies, elles se sont donc arrêtées après avoir consommé la capacité de leur nourrice. L'évènement a eu lieu lors d'un exercice POI.</p> <p>Il conviendrait de mieux expliciter dans "Hub me" les circonstances et les causes de l'évènement et d'indiquer toutes les actions mises en place comme par exemple la causerie qui a été organisée pour sensibiliser les agents sur ce type d'événements. L'outil "Hub me" devrait permettre de retracer l'évènement, de ses causes aux actions menées en aval, de façon exhaustive. Le suivi d'un événement ne doit pas reposer sur la mémoire du responsable de son traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p> <p>Constats : Aucun accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de l'installation étant de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 n'a lieu en 2022 ni en 2021 sur me site de Kourou.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Un bilan du système de gestion de la sécurité (SGS) et une revue de direction sont publiés au premier trimestre de chaque année. Le plan de prévention des accidents majeurs (PPAM) est révisé tous les 3 ans. De plus des réunions hebdomadaires sont organisées entre les différents sites de la SARA en Martinique, Guadeloupe et Guyane afin d'évoquer les événements récents. Des indicateurs ont été développés par la SARA concernant les objectifs de sécurité et les objectifs du PPAM. Ces objectifs sont globalement atteints sauf ceux concernant le nombre d'audits par manager et par an ainsi que la diffusion du PPAM sous forme vulgarisée sur les réseaux sociaux. Les plans d'actions sont suivis trimestriellement. Des rapports mensuels sont faits concernant les feux et fuites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : défense contre les incendies

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en conformité du système de défense contre les incendies
Prescription contrôlée : La [...] SARA [...] est mise en demeure de procéder [...] à l'achèvement des travaux de mise en conformité de sa défense contre les incendies [...].
Constats : Les travaux de mise en conformité du réseau de défense contre les incendies ont permis au site de Kourou d'être autonome en matière de défense incendie. Les travaux ont porté sur les réseaux eau et émulseurs, sur l'optimisation des quantités d'émulseurs et sur l'automatisation du système. Le système a d'abord été mis en service en mode manuel le 1 ^{er} octobre 2022, la mise en service en mode automatique a été faite le 23 mars 2023 (réception et installation de l'asservissement avec réserves non bloquantes). La mise en demeure a été levée et l'astreinte associée liquidée par l'AP n°R03-2023-02-17-00006 du 17 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : réseau de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en conformité du réseau de collecte des effluents
Prescription contrôlée : La [...] SARA [...] est mise en demeure de procéder [...] à l'achèvement des phases d'études et des travaux en lien avec les réseaux de collecte des effluents [...].
Constats : Le site dispose de deux réseaux principaux de collecte des effluents : un réseau de collecte des effluents huileux et un autre de collecte des effluents susceptibles d'être pollués (le site dispose également d'une fosse septique pour la récupération des eaux sanitaires). Les eaux huileuses sont rassemblées dans une rétention où les hydrocarbures en suspension sont écrémés par des rouleaux avant rejet dans le milieu. Les eaux issues de ces rejets ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées sont analysées régulièrement et les mesures suivies via GEREP. Les travaux de mise en conformité visent à respecter les exigences des articles 53 et 54 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Les études de dimensionnement ont été réalisées. Les travaux devraient commencer en 2023 (la priorité avait donné aux travaux de mise en conformité du système de défense contre les incendies). Ces travaux consisteront en l'ajout d'un séparateur d'hydrocarbures au niveau du PCC (point de chargement camion) et un redimensionnement du réseau des eaux susceptibles d'être polluées. Un planning plus précis des travaux sera fourni ultérieurement à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Ce constat fait déjà l'objet d'une mise en demeure (AP n°R03-2022-12-30-00015 du 30 décembre 2022) et d'une astreinte administrative (AP n°R03-2022-12-30-00015 du 30 décembre 2022).

N° 8 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, MMR procédure de réception des travaux
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
Constats : L'application de la MMR (mesure de maîtrise des risques) n°3 de l'étude de dangers (EDD) "procédure de réception des travaux" aux travaux de mise en conformité du réseau de défense contre les incendies a été contrôlée lors de l'inspection. L'ensemble des fiches de réception pour les différentes phases de travaux sont signées par les différents responsables, des réserves bloquantes ou non peuvent être émises, l'ensemble de ces fiches est rassemblé dans l'application interne "Hub me". Un test de bon fonctionnement a été réalisé lors de la réception finale des travaux. Cette procédure de réception des travaux semble s'apparenter plus à une bonne pratique de gestion des modifications du site qu'à une MMR puisque, par nature, elle ne consiste pas à limiter la probabilité d'occurrence ou à limiter la gravité des conséquences d'un événement redouté susceptible de conduire à un accident majeur. Il conviendrait de la retirer de la liste des MMR lors de la prochaine révision de l'EDD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, MMR Sonde anti-débordement
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Constats : La MMR n°29 "Automate PCC (poste de chargement camion)" a été testée sur le terrain. Ce dispositif consiste à brancher une sonde sur un camion citerne venu se charger en carburant au PPC, si une anomalie est détectée sur l'une des cuves du camion le chargement ne peut pas commencer ou est automatiquement arrêté s'il a déjà commencé. Des voyants verts indiquent que le chargement peut avoir lieu, dans le cas contraire un voyant orange indique la cuve posant problème. Dès la détection d'une anomalie lors du chargement, un voyant orange s'allume, une alarme retentit, l'alerte est redondée à la salle de dispatching et une vanne se ferme automatiquement au niveau de la cuve d'alimentation. Un agent doit procéder à une levée de doutes et à la ré-ouverture manuelle de la cuve pour reprendre le chargement.</p> <p>Lors de l'inspection l'anomalie sur une des cuves du camion a été remplacée par un arrêt d'urgence.</p> <p>Les opérateurs présents semblaient bien maîtriser la procédure à suivre en cas de déclenchement de cette MMR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Produits de décomposition suite à incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, post Lubrizol
<p>Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025.</p> <p>Constats : Le paragraphe 3.3 de l'annexe 21 de l'étude de dangers (EDD) explicite la composition des fumées émises lors d'un incendie d'hydrocarbures et plus particulièrement la nature des polluants. Cette étude se base sur une décomposition en éléments simples des produits impliqués dans l'incendie, sur les fractions massiques de toxiques engendrées selon les données INERIS ainsi que sur la méthode Ω-16 de l'INERIS. Cette étude ne permet pas de déterminer les produits de combustion secondaires tels que les suies, les aérosols, les produits sublimés, les imbrûlés, ...</p> <p>Les polluants engendrés lors d'un incendie sont du CO₂, du CO et du SO₂ avec un débit de fumée de 31.2 tonnes/s.</p>
Type de suites proposées : Sans suite